

COMMUNIQUE

CHIDO A DEVASTE MAYOTTE : NOUS EXIGEONS ENFIN DES ACTIONS POUR LES FRANÇAIS-ES DE MAYOTTE, LA PITIÉ NE SUFFIRA PAS !

La nourriture n'est pas une urgence pour les Mahorais-es. Nous regrettons de constater qu'une fois de plus, le gouvernement tire à côté de la cible. Volonté ou maladresse ? Nous l'ignorons, mais dans les deux cas, c'est grave, et les Français-es de Mayotte sont déçus de constater que le gouvernement préfère encore une fois déployer tous ses moyens pour aider les immigrés, pour la plupart clandestins squatteurs, avec de l'aide alimentaire, tout en méprisant totalement les Français-es de Mayotte. D'ailleurs, ces clandestins comoriens ont tellement bien reçu le message qu'ils ont passé le mot à leurs copains, qui débarquent massivement en kwassas ces derniers temps pour profiter de ces aides alimentaires gratuites.

Ce dont les Français-es de Mayotte ont besoin, ce sont des solutions concrètes, immédiates et ambitieuses pour reconstruire nos vies dignement après le passage du cyclone Chido. Les Mahorais-es ne demandent pas l'aumône. Nous demandons le respect de notre droit à vivre sur le département français de Mayotte avec dignité et justice.

Les Mahorais-es ont vu leurs maisons détruites. Ces maisons ont été bâties à la sueur de leur front, souvent avec des prêts qu'ils continuent de rembourser. Néanmoins, comme l'a souligné le gouvernement, 90 % des habitants de Mayotte n'ont pas souscrit d'assurance habitation. C'est une habitude à apprendre et à adopter, même lorsqu'on a construit par ses propres moyens, à cause de prêts immobiliers inaccessibles. Nous faisons face à une catastrophe unique et devons y répondre avec des moyens exceptionnels.

Pour les habitants des bidonvilles, souvent immigrés clandestins et sans titre foncier, il fallait éviter que cette catastrophe ne se transforme en un retour incontrôlé des constructions illégales. C'est avec regret que nous constatons pourtant que, tels des charognards, les occupants de cases en tôle se sont empressés de récupérer les tôles déchiquetées et éparpillées, tels des morceaux de peau que nous avons laissés après le passage du cyclone, pour reconstruire leurs cases en tôle, déjà presque toutes érigées de nouveau à l'heure actuelle. Des camps de sinistrés doivent être mis en place pour accueillir ces gens, à la condition que les autorités empêchent manu militari, si besoin, la reconstruction des bidonvilles.

Mais nous rappelons que la priorité des aides et des actions doit être donnée aux citoyens français de Mayotte, qui sont les grands oubliés de l'action publique de l'État français.

Pour les Mahorais-es qui vivaient dans des maisons solides (mais pour beaucoup endommagées), il faut des solutions rapides :

- Eau, électricité et équipements de secours : rétablissement rapide de l'eau, au moins sur une base hebdomadaire, et de l'électricité. Approvisionnement massif en groupes électrogènes. Nous rappelons qu'encore aujourd'hui, 15 jours après le passage du cyclone, beaucoup de familles sont toujours privées d'électricité, d'eau et de téléphone.
- Aide immédiate à la reconstruction : toitures, habitations et infrastructures doivent être réhabilitées grâce à une aide exceptionnelle, avec ou sans assurance. L'État doit toutefois conditionner cette aide à la souscription d'assurance, pour éviter que cette situation ne se répète.
- Sur l'aide alimentaire chère au gouvernement : elle doit être structurée. Les distributions alimentaires dans les camps de sinistrés doivent éviter de créer des tensions ou de nourrir un sentiment de pénurie. Pour les Français-es de Mayotte, grands oubliés de l'action de l'État français, un Bouclier Qualité Prix Exceptionnel Chido (BQPEC) peut être appliqué pour garantir l'accès des sinistrés aux produits de première nécessité.

Mais ces actions immédiates ne suffiront pas. L'urgence est aussi politique, économique et sociale. Laisser Mayotte sombrer dans l'insalubrité, les bidonvilles et l'instabilité sociale, c'est la République française qui continue de nous tourner le dos aux Mahorais-es en cédant sa place aux Comores.

Le Collectif exige :

1. Une aide massive à la reconstruction :

Des moyens financiers et humains pour réparer les dégâts et relancer l'activité économique doivent être déployés. Nos entreprises doivent rouvrir, nos administrations fonctionner à plein régime. Nous ne voulons pas de charité, mais des outils pour reconstruire nos vies durablement.

2. Des projets d'avenir ambitieux :

Les infrastructures de Mayotte doivent être construites et modernisées. Où sont les grands projets de routes, d'aéroport de Bouyouni-Mtsangamouji, de port, de production d'eau, d'assainissement des eaux usées, de logement, d'hôpitaux, d'écoles (ou plutôt de cités éducatives et d'écoles d'excellence), et de prison promis depuis des décennies ? Il est temps que Mayotte prenne la place qui lui revient de France de l'océan Indien dans le canal du Mozambique. La France et l'Europe doivent agir « ipvo » !

3. Un contrôle migratoire strict et efficace :

Pendant trop longtemps, le Quai d'Orsay, des ONG complices et des militants d'extrême gauche ont trahi les Mahorais-es en imposant une vision raciale de Mayotte comme une simple extension des Comores ou de l'Afrique. Nous refusons de nous soumettre à cette idéologie raciste et réductrice. Mayotte est française avec ses origines africaines et son patrimoine arabo-islamique. Et notre choix doit être respecté. Nous, Mahorais-es, avons choisi de vivre dans un territoire où se mélangent les valeurs françaises, africaines et islamiques. Nous sommes fiers de cette identité unique. Mais aujourd'hui, notre peuple est étouffé par un système imposé par des militants de gauche qui, en vertu de leur vision raciale du monde, donnent la

priorité à la domination des clandestins comoriens, et aujourd'hui africains, et aux bidonvilles, au lieu de construire un avenir solide pour les Mahorais-es.

Il est temps que cela change. Il est temps que la France honore son engagement envers Mayotte.

À nos compatriotes métropolitains, nous lançons un appel : venez construire Mayotte avec nous ! Prenez votre place ici, où tout est à faire, tout est à bâtir. Mais pour cela, certes, l'État doit d'abord restaurer l'ordre, rétablir la dignité des Mahorais-es et bâtir un avenir durable.

Les Mahorais-es ne plieront pas. La (re)construction de Mayotte doit commencer maintenant, avec ambition et respect.

Le Président du Collectif des Citoyens de
Mayotte loi 1901
Fatihou IBRAHIME

